



Conseil international du Café  
124<sup>e</sup> session  
25 – 29 mars 2019  
Nairobi (Kenya)

## Admission d'observateurs

### Contexte

1. La règle 5 du Règlement de l'Organisation dispose que, au début de chaque session, le Conseil décide de l'admission d'observateurs et énumère les points de l'ordre du jour du Conseil et des comités qui seront ouverts aux observateurs admis<sup>1</sup>. Les réunions du Comité des finances et de l'administration sont ouvertes uniquement aux Membres. Le cadre de référence du Comité consultatif du secteur privé (CCSP) (annexe II du document [ICC-115-13](#)) stipule que les non-membres, les organisations pertinentes et les experts des questions ayant trait au café peuvent assister aux réunions du CCSP à l'invitation du CCSP. Les observateurs doivent donc soumettre des demandes pour assister aux réunions du CCSP, par l'intermédiaire de son président.

2. En septembre 2018, le Conseil a approuvé une liste d'observateurs à admettre aux sessions du Conseil au cours de l'année caféière suivante. Une liste des observateurs admis qui avaient confirmé qu'ils seraient présents à la 124<sup>e</sup> session est jointe à l'annexe I. L'annexe II contient la liste des observateurs approuvés pour les sessions du Conseil en 2018/19 et l'annexe III reproduit les articles 15 et 16 de l'Accord de 2007 et la règle 5 du Règlement de l'Organisation internationale du Café.

3. Il est suggéré que les points de l'ordre du jour du Conseil relatifs aux finances et à l'administration soient réservés aux Membres lors de cette session.

### Mesure à prendre

Le Conseil est invité à examiner et, le cas échéant, à approuver la liste des observateurs figurant à l'Annexe I et les points des ordres du jour et les réunions qui leur seront ouverts à la 124<sup>e</sup> session.

---

<sup>1</sup> Le paragraphe 5 de la règle 34 dispose que le Règlement de l'OIC s'applique aux réunions des comités et autres organes subsidiaires et consultatifs.

**OBSERVATEURS SOUHAITANT ASSISTER À LA SESSION DU CONSEIL  
ET À D'AUTRES RÉUNIONS  
20 MARS 2019**

<b>Pays non-membre</b>	<b>Réunions/point d'intérêt</b>
Nigeria	Conseil et Comités
République dominicaine	Conseil et Comités
<b>Organisations intergouvernementales</b>	
Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar	Conseil et Comités
Centre for Agriculture and Biosciences International	Conseil et Comités
Organisation interafricaine du Café (OIAC)	Conseil et Comités
Groupe de la Banque mondiale	Conseil et Comités
<b>Organisations non-gouvernementales s'occupant du café</b>	
Conservation International (CI)	Conseil et Comités
Global Coffee Platform (GCP)	Conseil et Comités
International Women's Coffee Alliance (IWCA)	Conseil et Comités
<b>Associations du secteur privé</b>	
Association japonaise du café	Conseil et Comités
Association chinoise du café	Conseil et Comités
India Coffee Trust	Conseil et Comités
Association des cafés de spécialité (SCA)	Conseil et Comités
World Coffee Research	Conseil et Comités
<b>Orateurs</b>	
M. Justin Archer, SUCAFINA SA	Atelier sur la durabilité
Mme Kavi Bailey, Grande Paradé Coffee	Atelier sur la durabilité
M. David Browning, Enveritas	Atelier sur la durabilité et Comité des statistiques
Mme Bridget Carrington, C Dorman Ltd	Atelier sur la durabilité
Mme Ana Estrella Chong, UC Davis Coffee Center	Conseil
M. Bruce Olivier Ntwari, Kahawatu Foundation	Comité des projets
Mme Ana Sierra, Integrative Marketing	Comité de promotion et de développement des marchés
Mme Ashlee Tuttleman, IDH Sustainable Trade Initiative	Atelier sur la durabilité
<b>Observateurs invités par le Directeur exécutif</b>	
M. Yang Shu, Yunnan Coffee Exchange	Conseil et Comités
M. Dan Zou, Yunnan Coffee Exchange	Conseil et Comités

## OBSERVATEURS À ADMETTRE AUX SESSIONS DU CONSEIL EN 2018/19

## Pays non-membres

Afrique du Sud	Corée, République de	Koweït	Serbie
Algérie	Égypte	Liban	Singapour
Arabie saoudite	Émirats arabes unis	Malaisie	Sri Lanka
Argentine	ex-Rép. yougoslave de	Maurice	Soudan
Arménie	Macédoine	Maroc	Trinité-et-Tobago
Australie	Fidji	Mozambique	Ukraine
Bélarusse	Guinée équatoriale	Myanmar	Uruguay
Belize	Islande	Népal	
Botswana	Iran, Rép. islamique d'	Nouvelle-Zélande	
Cambodge	Israël	Oman	
Canada	Jamahiriya arabe	Pakistan	
Chili	libyenne	Rép. arabe syrienne	
Chine	Jordanie	Rép. dém. populaire	
		lao	

## Organisations intergouvernementales

- Agence des cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM)
- Banque africaine de développement (BAD)
- Banque asiatique de développement (BASD)
- Banque centraméricaine d'intégration économique (BCAIE)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Banque mondiale
- CABI
- Centre du commerce international (CCI) CNUCED/OMC
- Comité consultatif international du coton (CCIC)
- Commission de pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE)
- Commission du *Codex Alimentarius*
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- Conseil international des céréales
- Conseil oléicole international (COI)
- États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP)
- Fonds commun pour les produits de base (FCPB)
- Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL)
- Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) –Programme régional de développement et de modernisation de l'industrie du café en Amérique centrale, à Panama, en République dominicaine et en Jamaïque (PROMECAFE)
- *International Women's Coffee Alliance* (IWCA)
- Ligue des États arabes

- Organisation des États américains (OEA)
- Organisation mondiale du commerce (OMC)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
  - Centre international pour la science et la haute technologie (CIS - ONUDI)
- Organisation interafricaine du Café (OIAC)
- Organisation internationale du cacao
- Organisation internationale du sucre
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- Secrétariat du Commonwealth
- Société financière internationale (IFC)

**Organisations non gouvernementales s'occupant du café (y compris organisations scientifiques)**

- Association pour la science et l'information sur le café (ASIC)
- Café Africa
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)
- Coffee Quality Institute
- Global Coffee Forum
- Réseau international du génome du café

**Comité consultatif du secteur privé (CCSP)**

Selon les nominations du Conseil pour 2017/18 et 2018/19

**Orateurs du Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café**

Selon l'invitation du Groupe restreint et du Directeur exécutif

**Conseillers du Groupe restreint**

Selon les nominations du Conseil

**Orateurs du Séminaire et ateliers pour 2018/19**

Selon l'invitation du Directeur exécutif

**Experts en statistiques pouvant assister aux réunions du Comité des statistiques et aux sessions du Conseil**

- Keith Flury (BNP Paribas)
- Kona Haque (ED&F Man)
- Judy Ganes-Chase (J. Ganes Consulting LLC)
- Daniel Gibson (Complete Commodity Solutions Ltd.)
- Euan Mann (Complete Commodity Solutions Ltd.)
- Vincent Monteux (Touton S.A.)
- Steve Pollard (Marex Spectron)
- Neil Rosser (Armajaro Holdings)
- Rob Simmons (LMC International Ltd., United Kingdom)
- Jon Stephenson (Ecom Trading)
- Nicholas Strychalski (Noble Americas Resource Corporation)
- Andrea Thompson (Coffee Network)
- Oli Tritton (Armajaro Holdings)
- Steve Wateridge (Tropical Research Services)
- Tom Copple (Neumann Kaffee Gruppe)

**ACCORD INTERNATIONAL DE 2007 SUR LE CAFÉ****ARTICLE 15****Collaboration avec d'autres organisations**

1) Le Conseil peut prendre des dispositions pour avoir des consultations et collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales appropriées, et les organisations internationales et régionales pertinentes. Il utilise au mieux les mécanismes du Fonds commun pour les produits de base et autres sources de financement. Ces dispositions peuvent comprendre les mesures financières que le Conseil considère opportunes pour atteindre l'objet du présent Accord. Toutefois, en ce qui concerne la mise en œuvre de tout projet dans le cadre de ces mesures, l'Organisation n'assume aucune obligation financière, y compris au titre de garanties données par des Membres ou par d'autres entités. Aucun Membre n'assume une quelconque responsabilité, au motif de son appartenance à l'Organisation, du fait des emprunts contractés ou des prêts consentis par tout autre Membre ou toute autre entité dans le cadre de tels projets.

2) Lorsque cela est possible, l'Organisation peut recueillir auprès des pays Membres, des pays non membres et des agences donatrices et autres agences, des informations sur les projets et programmes de développement centrés sur le secteur caféier. Le cas échéant et avec l'accord des parties en cause, l'Organisation peut mettre ces informations à la disposition de ces autres organisations ainsi que des Membres.

**Article 16****Collaboration avec  
des organisations non gouvernementales**

Pour atteindre l'objet du présent Accord, l'Organisation peut, sans préjudice des dispositions des Articles 15, 29, 30 et 31, engager et renforcer des activités de collaboration avec les organisations non gouvernementales appropriées expertes dans les aspects pertinents du secteur du café et avec d'autres experts en matière de café.

## RÈGLEMENT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

### RÈGLE 5

#### Observateurs

1. Toute organisation visée à l'article 16 de l'Accord, y compris les associations et organismes du café du secteur privé, peut demander à bénéficier du statut d'observateur pour une session du Conseil en soumettant au Directeur exécutif une demande écrite au moins 45 jours avant la session.
2. La demande écrite doit indiquer les points de l'ordre du jour qui l'intéressent. Le cas échéant, le Directeur exécutif demande tous les renseignements supplémentaires dont le Conseil a besoin pour examiner cette demande. Au moins 30 jours avant la session, le Directeur exécutif diffuse auprès de tous les Membres le nom des organisations demandant à bénéficier du statut d'observateur, ainsi que les renseignements supplémentaires et une proposition sur la suite à donner à chaque demande.
3. Les observations et/ou objections éventuelles des Membres au sujet de ces demandes sont communiquées par écrit au Directeur exécutif au moins 15 jours avant la session. Au moins 10 jours avant la session, le Directeur exécutif diffuse auprès de tous les Membres les observations éventuelles sur ces demandes et fournit aux requérants intéressés des informations sur ces observations. Au début de chaque session, le Conseil décide de l'admission d'observateurs et énumère les points de l'ordre du jour du Conseil qui seront ouverts aux observateurs admis.
4. Le Conseil peut également inviter des organisations et des personnes à assister aux sessions du Conseil pour y faire un exposé ou pour apporter une contribution sur un sujet donné examiné par le Conseil. Les observateurs ne peuvent pas prendre la parole au cours des débats du Conseil, de ses comités et de ses organes subsidiaires, sauf s'ils y sont invités par le président de l'organe concerné.